

La formation du contrat

"Le consentement des parties" est l'une des trois conditions de validité du contrat selon l'article 1128 du code civil. Pour donner son consentement, il faut être capable :

- Capacité à contracter pour soi-même
- La représentation : le pouvoir de contracter pour autrui.



L'erreur

L'erreur implique qu'un cocontractant se soit trompé sur la réalité de son engagement. L'**article 1132 du code civil** vise deux types d'erreurs susceptibles d'entraîner la nullité du contrat : l'erreur sur les **qualités essentielles** de la prestation due et l'erreur sur la **personne** du cocontractant. A ces deux types d'erreurs, il faut ajouter l'erreur **obstacle**.

L'erreur sur les qualités essentielles

Elle est envisagée par l'**article 1133 du code civil**. Ici, l'erreur peut porter sur la **matière** de la chose (elle est en argent alors que je la croyais en or) ou sur son **authenticité** (c'est une reproduction alors que je croyais acheter un tableau de Maître). La chose peut aussi **ne pas remplir l'usage auquel on la destine** (j'achète un terrain pour y construire une maison alors qu'il n'est pas constructible).

L'erreur peut porter tant sur la prestation du cocontractant que sur la prestation qu'on doit nous-même exécuter.

L'erreur sur la personne

L'erreur sur la personne du cocontractant est envisagée par l'**article 1134 du code civil**. Ici, l'erreur peut porter sur l'**identité** physique ou civile de la personne (ce n'est pas la personne que je croyais), mais aussi sur **ses qualités essentielles** (elle a un casier judiciaire, elle n'a pas les diplômes requis, etc).

L'erreur obstacle

Ici, on considère que l'erreur est si grave qu'elle fait **obstacle** à la rencontre des volontés : le consentement des parties ne peut que faire défaut et on considérera que le contrat n'a tout bonnement pas été formé. Cela peut être :

- Une erreur sur la **nature** du contrat (une partie pensait louer son bien alors que l'autre pensait l'acheter)
- Une erreur sur l'**objet** même du contrat (une partie pensait acheter telle voiture quand l'autre pensait en acheter une autre)





Le caractère déterminant de l'erreur

Pour être susceptible d'entraîner l'annulation du contrat, encore faut-il que l'erreur ait **déterminé le consentement** du contractant : sans elle, il n'aurait pas contracté ou à des conditions différentes (**art. 1130 al. 2 C. civ.**).

- Selon l'**article 1134 du code civil**, l'**erreur sur la personne** n'est déterminante que dans les contrats conclus en considération de la personne du cocontractant, dis *intuitu personae*. Ex : les contrats de travail, les contrats médicaux, ou encore les contrats à titre gratuit (je n'entends pas donner de l'argent à n'importe qui)
- Selon l'**article 1133 du code civil**, l'**erreur sur les qualités essentielles** ne sera déterminante que si la qualité défaillante a été "expressément ou tacitement convenue". Concrètement, cela ne pose pas de difficultés lorsque la qualité est entrée dans le champ contractuel. Mais dans le cas contraire, la victime de l'erreur devra prouver que la qualité était déterminante pour elle.

Cette preuve sera aisée lorsque la qualité est communément considérée comme essentielle pour un contrat donné. Par exemple, on peut présumer que l'authenticité d'une oeuvre d'art est une essentielle pour un acheteur.

Le caractère excusable de l'erreur

Aux termes de l'**article 1132 du code civil**, pour être susceptible d'entraîner la nullité du contrat, encore faut-il que l'erreur soit **excusable** : la victime de l'erreur ne doit pas avoir fait preuve d'une légèreté excessive. Ici, les juges apprécieront au cas par cas. Ils seront par exemple plus sévères vis-à-vis d'un professionnel que d'un particulier.



Les vices du consentement : le dol

"Le consentement des parties" est l'une des trois conditions de validité du contrat selon l'**article 1128 du code civil**. Plus particulièrement, pour qu'un contrat soit valable, le consentement des parties ne doit pas être vicié par l'un des trois vices du consentement énoncés à l'**article 1130 du code civil** : l'erreur, le **dol**, et la **violence**.

Le dol

Le dol, envisagé aux **articles 1137 et suivants du code civil**, implique qu'un contractant ait été trompé sur la réalité de son engagement. Ici, l'erreur est donc **provoquée** à la suite d'un comportement malhonnête.

Pour qu'il soit susceptible d'entraîner l'annulation du contrat, le dol suppose la réunion d'un **élément matériel**, d'un **élément intentionnel**, et d'un **caractère déterminant**.

L'élément matériel du dol

Aux termes de l'**article 1137 du code civil**, trois comportements sont susceptibles de constituer le dol.

Les manoeuvres

Les manoeuvres sont des actes positifs tels que des mises en scène, des machinations, ou des artifices, qui créent une **fausse apparence** de la réalité (ex : un vendeur trafique le compteur de sa voiture)

Les mensonges

Il s'agit d'une **fausse affirmation** sur un élément du contrat.
Un simple mensonge, même non appuyé d'éléments extérieurs, peut constituer un dol.

La réticence dolosive

La réticence dolosive est une abstention : il s'agit de garder intentionnellement le **silence** sur une information déterminante pour le contractant.

L'al. 3 de l'**article 1137** précise toutefois qu'une dissimulation sur la valeur de la chose ne constitue pas un dol. Ex : l'acquéreur d'une maison vendue à un prix très inférieur au marché n'est pas tenu d'en informer le vendeur.



L'élément intentionnel du dol

Pour être caractérisé, le dol suppose une **volonté de tromper** le contractant, qui doit être prouvée par la victime du dol. Cette preuve sera plus ou moins difficile à rapporter selon la nature des agissements :

- L'intention de tromper se déduit de la nature même du mensonge et des manoeuvres : ici, on peut présumer la malhonnêteté du contractant.
- La preuve est plus délicate à rapporter s'agissant de la réticence dolosive. Le silence pourrait en effet s'analyser comme un simple oubli. Dès lors, il s'agira de prouver que l'auteur du dol connaissait l'information et son importance pour le contractant.

Pour entraîner la nullité du contrat, le dol doit être le fait du cocontractant ou de son représentant. Toutefois, selon l'**article 1138 al. 2 du code civil**, la nullité sera également encourue s'il émane d'un **tiers de connivence** avec le cocontractant (le tiers, auteur direct du dol, est le complice du cocontractant)

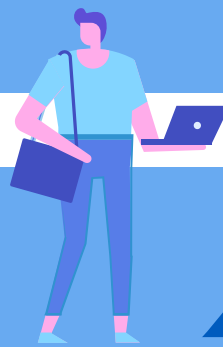
Caractère déterminant du dol

L'erreur provoquée par le dol doit enfin avoir été **déterminante du consentement** de la victime (**art. 1130 C. civ.**). Concrètement, cela signifie que si on ne l'avait pas trompée, elle n'aurait pas contracté ou à des conditions différentes.

Les vices du consentement : la violence

"Le *consentement des parties*" est l'une des trois conditions de validité du contrat selon l'**article 1128 du code civil**. Plus particulièrement, pour qu'un contrat soit valable, le consentement des parties ne doit pas être vicié par l'un des trois vices du consentement énoncés à l'**article 1130 du code civil** : l'erreur, le **dol**, et la **violence**.





La violence

La violence, envisagée aux **articles 1140 et suivants du code civil**, implique qu'une **pression** ait été exercée sur le contractant pour le pousser à conclure le contrat. Pour qu'elle soit susceptible d'entraîner l'annulation du contrat, la violence suppose la réunion de trois éléments : un **acte de violence**, le caractère **illégitime** de cette violence, ainsi que son caractère **déterminant**.

Un acte de violence

Deux types de comportements sont susceptibles de caractériser l'acte de violence.

La contrainte

Envisagée par l'**article 1140 du code civil**, la contrainte peut être d'ordre **physique** (coups, mauvais traitements), **morale** (pressions, menaces, atteintes à l'honneur) ou **pécuniaire** (risque de perte d'emploi ou de logement). De même, elle peut porter tant sur la personne du contractant lui-même que sur ses biens.

La contrainte peut être exercée sur le cocontractant mais aussi sur ses proches. En outre, l'**article 1142 du code civil** énonce que la violence est sanctionnée **quelque soit son auteur** (qu'elle émane du cocontractant ou d'un tiers), ce qui la différencie du dol.

L'abus de dépendance

L'**article 1143 du code civil** sanctionne également tout abus d'état de dépendance d'une partie sur son cocontractant. Cela implique donc qu'une partie se trouve dans une situation d'**infériorité manifeste** (sur le plan économique, psychologique, affectif, etc) par rapport à l'autre.

Ex : disparité entre un avocat renommé et son client, inexpérimenté et à l'état de santé déficient.

Contrairement à la contrainte, l'abus d'état de dépendance ne sera constitutif de violence que s'il émane d'un cocontractant, et non d'un tiers.





Une violence illégitime

L'auteur de la violence doit avoir eu un comportement **anormal**, soit non autorisé par le droit positif. Dès lors, l'acte de violence sera caractérisé toutes les fois où il aura un caractère **abusif** et/ou qu'il aura procuré un avantage **manifestement excessif** à son auteur (**articles 1141 et 1143 C. civ.**).

Par exemple, faire grève est un moyen de pression licite contre son employeur. En revanche, la séquestration est un comportement pénalement sanctionné qui ne peut être qu'abusif.

Une violence déterminante

La crainte suscitée chez la victime doit encore avoir été **déterminante** de son consentement (**art. 1130 C. civ.**) : cela implique qu'elle ait été suffisamment **grave** car sans elle, la victime n'aurait pas contracté ou à des conditions différentes. Ici, les juges apprécieront *in concreto* (en fonction des circonstances, de la vulnérabilité de la victime, etc).

